



LA LETTRE

N° 2020-16

Publicité et information

Vous avez sans doute vu la publicité pleine page de INTERPEL (interprofession des fruits et légumes frais) dans vos quotidiens. Cette publicité vante la consommation de fruits et légumes en faisant référence à plusieurs études et en particulier à la préconisation à bon escient de manger au moins 5 parts de fruits et légumes par jour pour être en bonne santé.

Loin de nous le fait de ne pas approuver cette recommandation. Par contre le troisième paragraphe de cette publicité porte sur les pesticides résiduels dans les fruits et légumes et veut s'inscrire en faux aux idées des Français qui pensent à 95% que les fruits et légumes sont pollués par des résidus de pesticides. INTERPEL répond que : « 98% des fruits et légumes frais, de toutes origines, commercialisés sont conformes aux LMR (Limites Maximums de Résidus) autorisées par la réglementation dont 50% des produits ne contiennent aucun résidu de pesticides quantifiables **tout système de production confondu.** »

Cette position appelle trois remarques :
-1° **INTERPEL veut redorer le blason** de la production des fruits et légumes frais largement entamé par l'utilisation des pesticides. Si c'est son rôle, c'est aussi significatif de la prise en compte du sujet par la population.

-2° **Pour ce faire, INTERPEL inclut dans la production l'ensemble des systèmes productifs**, et donc la filière Bio qui n'utilise pas de pesticides et qui permet de faire descendre le pourcentage à 50. Mais pour INTERPEL, il n'est pas question de mettre en avant la production bio. Son but est de continuer à produire de manière industrielle en utilisant les pesticides.

-3° **La question du respect des LMR.** Dans ce domaine c'est la législation qui est à revoir. Celle-ci est le résultat de la bataille que mènent les lobbys agricoles, agroalimentaires et chimistes auprès des dirigeants de Bruxelles et de notre pays pour protéger leurs profits. Ces LMR ne préservent en rien la santé des populations. **En effet, la réglementation refuse toujours d'intégrer les découvertes scientifiques sur les perturbateurs endocriniens qui montrent qu'en l'espèce la dose ne fait pas le poison. Ce qui fait le poison, c'est le moment où nos organes en développement, sont en contact avec les perturbateurs endocriniens : in utéro, premier âge, puberté, tout stade de développement).** Donc dans ce cas, la seule quantité possible c'est zéro. Il ne peut y avoir de LMR.

Action Santé Solidarité

Centre Social

Rue de Pavigny

39000 LONS LE SAUNIER

actionsantesolidarite@laposte.net

BREVES

L'industrie charcutière s'attaque à Yuka.

Yuka, la Ligue contre le cancer et Foodwatch ont dénoncé le lundi 123 novembre, « une **tentative d'intimidation** » par l'industrie de la charcuterie après réception de plusieurs courriers de mise en demeure dénonçant la classification par Yuka des produits contenant des nitrites ajoutés.

Les charcuteries, dont la majorité est traitée aux nitrites, sont classées cancérogènes avérées par l'OMS.

La Fédération des industriels charcutiers met en demeure Yuka de retirer une pétition demandant, avec Foodwatch et la Ligue contre le cancer, l'interdiction des nitrites ajoutés à l'alimentation.

Après les attaques de la FNSEA contre les associations critiquant les méthodes de cultures de l'agriculture industrielle dite « conventionnelle » c'est le monde à l'envers. Les profits de quelques uns passent avant la santé de l'ensemble.

*Yuka est une application pour mesurer le degré de toxicité d'un aliment.